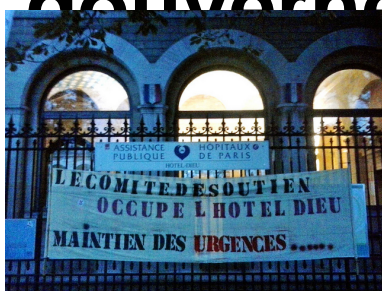


<http://jesuschristenfrance.fr/la-republique-contre-la-france/article/le-covid-19-est-le-revelateur-du-delaissement-depuis-dix-ou-vingt-ans-des>

# Le Covid-19 est le révélateur du délaissement depuis dix ou vingt ans des hôpitaux par les gouvernements successifs



- La République contre la France -  
Date de mise en ligne : vendredi 20 mars 2020

---

Copyright © Jésus-Christ en France - Tous droits réservés

---

## **Manque de prévoyance, manque de charité : le Covid-19 est le révélateur du délaissement depuis dix ou vingt ans des hôpitaux par les gouvernements successifs**

« Depuis quelques jours et après la dernière allocution du président de la République, les autorités de notre pays nous parlent à longueur de temps de la situation sanitaire actuelle comme relevant d'une médecine de catastrophe. Mais, dans l'un de nos articles publié hier jeudi 19 mars, nous rétablissions la vérité : « **CE N'EST PAS DE LA MÉDECINE DE CATASTROPHE ; C'EST DE LA MÉDECINE DE PÉNURIE.** » Qui témoigne d'une absence totale d'anticipation et de préparation. Faudra-t-il, une fois de plus, rappeler à nos pouvoirs publics ce vieil adage : **GOUVERNER, C'EST PRÉVOIR.**

Et pourtant, notre pays manque cruellement de masques de protection contre le coronavirus. Au point de mettre en grand (et intolérable) danger tous ceux qui nous protègent (comme les forces de l'ordre) et prennent en charge notre santé (comme le corps médical)...désormais au péril de leur vie.

Mais ce n'est là qu'une modeste partie de l'état catastrophique dans lequel se trouve plongée sans relâche la santé publique française depuis des décennies, au nom d'économies de bouts de chandelles. Et alors, que face à ce désastre, nos gouvernements successifs ont dépensé dans un puits sans fond plus de cent milliards d'euros pour une « politique de la ville » au service des racailles de banlieues **SANS AUCUN RÉSULTAT FAVORABLE.** Et qu'ils dépensent aussi plus d'un milliard d'euros par an dans l'Aide médicale d'Etat qui assure la prise en charge intégrale de la plupart des prestations de santé...de centaines de milliers de migrants illégaux !

**Des masques, il faut des masques. Il faut plus, beaucoup plus, de masques.**

### **Le cruel manque de masques**

Que ce soit sur le front de la région Grand-Est où les structures de soins sont déjà débordées par la maladie, ou au sud de la Loire, où l'ambiance est encore celle d'une veillée d'armes, le masque est désormais l'un des objets centraux de l'inquiétude qui traverse la communauté soignante. Bien plus qu'un instrument de protection individuelle et de lutte contre la propagation du Covid-19, il est devenu en quelques semaines le symbole du sentiment d'abandon vécu depuis plusieurs années par le monde médical, et d'une forme de défiance vis-à-vis du gouvernement. Mais seulement une petite partie visible du gigantesque iceberg des carences des politiques de santé successives.

« Je regarde la médecine de ville, tous nos collègues médecins, infirmiers, kinésithérapeutes, toutes les personnes qui vont à domicile pour aider les personnes âgées à faire leur toilette, à manger : ils n'ont pas de masques, a déclaré Philippe Juvin, patron du service des urgences de l'hôpital parisien Georges-Pompidou, mercredi 18 mars sur CNews. C'est absolument inexplicable. Il faut que quelque chose soit fait à très court terme. Il faut fabriquer des masques. C'est ahurissant que dans un pays comme le nôtre nous n'ayons pas ces masques, des masques de tissu car c'est cela dont on parle ! »

**Qu'elles ne s'y trompent pas, nos élites politiques seront un jour comptables de leurs méfaits !**

**Jérôme Salomon, directeur général de la Santé, avance une explication pour le moins hasardeuse : « Le raté qu'on a eu ces derniers jours est lié à la réquisition, explique-t-il. On a bloqué les commandes faites par les hôpitaux, mais cela a évité la raptation par des pays étrangers. Maintenant, nous allons déstocker massivement. La production est organisée en 3x8 et nous aurons de quoi faire face. » Quand ? Car, pour ceux qui sont au front, c'est comme s'ils y étaient sans munitions. Imaginez-vous cela en 1916, à Verdun ? Et savez-vous quelle en aurait été la sanction ?**

**Simple masques chirurgicaux ou masques de protection respiratoire (dit FFP2), ces objets sont à la guerre contre le coronavirus ce que les munitions sont aux conflits armés : non réutilisables, nécessaires en grande quantité et d'une importance vitale. La crainte d'en manquer est omniprésente. Pas de réelles pénuries dans les grands centres hospitaliers mais une utilisation trop parcimonieuse pour rassurer les soignants.**

**Pour la médecine de ville, la situation est bien plus grave. Mercredi 18 mars, la direction générale de la santé a annoncé un plan de livraison hebdomadaire de masques chirurgicaux et FFP2 aux professionnels de santé. Dans les zones touchées, seuls 18 masques par semaine seront fournis aux médecins généralistes, aux pharmaciens, aux biologistes médicaux, et 6 par semaine aux sages-femmes et aux kinésithérapeutes...Ils ne sont que de la chair à canon !**

**Un plan de « rationnement » qui « ne permet pas d'assurer la sécurité des soignants**

**Un plan immédiatement dénoncé dans un communiqué conjoint du Centre national des professionnels de santé (CNPS), de la Fédération française des praticiens de santé (FFPS) et de la Fédération de l'hospitalisation privée (FHP), comme un plan de « rationnement » qui « ne permet pas d'assurer la sécurité des soignants ». Rien, en tout cas, qui semble de nature à calmer l'incompréhension qui s'exprime dans la communauté médicale. Ce n'est pas tout : les agences régionales de santé (ARS) ne sont plus habilitées à distribuer elles-mêmes les masques aux professionnels, de nouvelles procédures de distribution et de gestion des stocks devant être mises en oeuvre.**

**Car rapidement, les stocks s'épuisent. Pour tenir sur la longueur il faut en « rationaliser » l'usage, d'autant que malgré les déclarations rassurantes du gouvernement, les établissements ont toujours des doutes sur la pérennité et la régularité des approvisionnements. Les ARS appellent à la modération. « J'ai réajusté la politique au sein de notre hôpital, avec un usage raisonné des masques, confirme Stéphane Jaubert. Si l'ensemble du personnel soignant venait à en porter, je n'aurais que quatre jours de stock. »**

**A l'hôpital de Creil, dans l'Oise, c'est « la colère » qui domine. C'est là que le premier patient français mort du Covid-19 a été hospitalisé, il y a près d'un mois. Depuis, dix autres patients sont décédés et cinq soignants (médecins et infirmières) ont été testés positif. « La crainte de la contagion est bien réelle parmi les équipes, car on sait parfaitement que l'on est très exposés », témoigne Corinne Delys, secrétaire générale de la CGT dans l'établissement. Une inquiétude décuplée par le manque de masques. La semaine dernière, certains soignants en contact direct avec des patients infectés en étaient dépourvus. Ils ont envisagé de faire jouer leur droit de retrait. Avant de se raviser. La situation s'est légèrement améliorée, le recours aux masques chirurgicaux s'est généralisé. « Mais le stock est de quelques jours », prévient la syndicaliste.**

**Signe du peu de confiance dans la pérennité du ravitaillement, des vidéos tutorielles de médecins circulant sur les réseaux sociaux et montrant comment fabriquer soi-même des masques de fortune, ont été mis à disposition sur les réseaux de communication interne de plusieurs CHU. La rareté relative du matériel en fait la valeur. Dans leur communiqué, les syndicats de la médecine libérale rappellent que de plus en plus de**

professionnels de santé rapportent des vols et des attaques de véhicules transportant ce type d'équipements. Selon nos informations, plusieurs CHU ont pris des mesures ces derniers jours devant des vols répétés de masques, au sein même de leurs locaux...

Pauvre France,

**Situation catastrophique dans l'Est, lourdes pénuries ailleurs**

Sans surprise, c'est dans la région Grand-Est, où la crise est déjà aiguë, que la situation se tend le plus. Dans les hôpitaux alsaciens, la difficulté est quotidienne. « On a quelques stocks, le problème, c'est qu'on n'a aucune visibilité sur le réapprovisionnement, témoigne une cadre hospitalière. On ne sait pas si et quand on sera livrés, donc on ne sait pas comment les répartir. » La question est pourtant décisive : au seul CHU de Strasbourg, plus d'une centaine de personnels médicaux sont eux-mêmes positifs au Covid-19, et continuent pour la plupart à travailler... Pour éviter de contaminer les patients ou d'autres soignants, il faudrait qu'ils puissent porter un masque en continu, de même que tous ceux avec qui ils ont été en contact. Un autre médecin hospitalier de la région témoigne lui aussi de la difficulté, y compris pour l'agence régionale de santé, à fournir des réponses sur l'état des stocks. « Macron a dit que nous aurions des masques mais en fait, l'ARS nous explique que ce n'est pas certain. Nous sommes choqués », dénonce-t-il. En Alsace, des entreprises ont commencé à faire don de masques FFP2, également utilisés dans certains secteurs industriels, aux établissements de soins. Mais les bonnes volontés se heurtent à la réalité : de nombreux masques industriels sont avant tout destinés à éviter les poussières et « disposent de valves permettant une meilleure circulation de l'air, ce qui les rend impossibles à utiliser dans des salles de réanimation », explique une infirmière.

Cette imprévision des pouvoirs publics (alors que les débuts de la pandémie remontent à décembre 2019) est consternante. Qui pourrait raisonnablement leur faire encore confiance ?

Au sud de ce premier front ouvert contre la maladie, à Besançon, l'inquiétude des personnels est forte. « Comme on est proche de Mulhouse et Colmar, on va être impactés très rapidement, dit Marc Paulin, infirmier en soins intensifs dans le service pneumologie du CHU de Besançon. Les masques sont devenus des armes de guerre. Les procédures liées aux masques changent chaque jour. On est bien conscients des problèmes sur le plan matériel, c'est notre préoccupation directe. On ne cause que de masques. »

« Le Covid-19 est le révélateur du délaissement depuis dix ou vingt ans des hôpitaux par les gouvernements successifs, tempête Laurent Thines, neurochirurgien dans le même établissement. On le voit avec le manque de masques pour les soignants et la population. Il y a un phénomène de pénurie. Quand Olivier Véran [le ministre de la santé] dit que cela a été anticipé, c'est faux. Il ne dit pas la vérité. » Pour le professeur Thines comme pour de nombreux personnels hospitaliers, la question des masques cristallise un ressentiment profond.

« A Besançon, on avait 2 700 masques pour 7 700 soignants la semaine dernière, ajoute M. Thines. Les secrétaires ont trouvé des masques périmés dans les armoires... Moi, je mets des masques trouvés chez moi. Mais le personnel infirmier n'est pas suffisamment protégé. »

Le désarroi est accru par les messages contradictoires, y compris dans les régions les plus méridionales, où la situation est encore calme. « Il y a eu une communication dimanche disant : "tous les personnels auprès de patients potentiellement contaminés vont avoir des masques FFP2." Mais en pratique, c'est une recommandation qu'on ne peut pas suivre, confie Patrice Taourel, président de la commission médicale d'établissement du CHU de Montpellier. Si nous devons la suivre, je pense que dans une journée, on n'aurait plus de masque FFP2 pour le personnel au contact des patients Covid confirmés. »

Dans l'Ouest, la situation n'est guère différente. Xavier Marc-Tudor, qui exerce dans le centre-ville de Nantes depuis vingt ans, fait, lui aussi, face à la pénurie : « Je les économise, normalement il faudrait en donner un à chaque patient malade, et en garder un pour nous, sauf que 50 masques pour 25 patients, ça ne tient même pas une journée de travail. »

« On a eu une note de notre direction générale cet après-midi [mercredi] qui évoque la pénurie nationale, raconte Emmanuelle Dubourg-Davy, infirmière au CHU d'Angers. On est en procédure dégradée au niveau de l'utilisation des masques. L'établissement nous dit qu'il n'est pas en mesure de fournir des masques à tous les soignants et qu'on doit en tenir compte. » Les soignants, ajoute-t-elle, « s'inquiètent pour eux, leur famille, leurs patients. » Signe d'une forte tension dans la gestion des stocks, Cécile Jaglin-Grimonprez, directrice générale du CHU d'Angers confiait, mercredi après-midi : « A l'heure où je vous parle, on a un jour de stock. »

Partout en France, ce sont le même discours et les mêmes craintes. « C'est la dèche », confirme Mathias Wargon, chef des urgences à l'hôpital Delafontaine à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Les masques FFP2, les plus protecteurs et les plus rares aussi, il les réserve à ses troupes : « celles qui sont en première ligne, au contact direct des patients qui arrivent avec des pathologies pas encore identifiées ». Pour tous les autres, ce sont de simples masques chirurgicaux. « On fait attention, on s'en sert avec parcimonie alors que normalement, c'est un objet qu'on prend et qu'on jette à chaque fois qu'on rentre ou sort d'une salle, explique l'urgentiste. Les lits, on sait qu'il n'y aura pas de miracle mais les masques, ça ne coûte que quelques centimes. C'est juste du papier. C'est incompréhensible qu'on n'en ait pas. » La situation nourrit parfois des scènes surréalistes. Mardi 17 mars, raconte le médecin, des inconnus ont apporté un carton rempli de masques et de gels hydroalcooliques. « On leur a pris sans leur demander d'où ils venaient... »

La politique à l'égard du coronavirus est à l'image de celle menée sur d'autres fronts : un mélange d'amateurisme, d'improvisation et d'arrogance

Quelle conclusion tirer de cette description quasi-apocalyptique ? Laissons-là à Yves Sintomer qui publie une tribune au vitriole dans *Le Monde* du 19 mars :

» Le comble a été atteint lorsque le président, sans esquisser la moindre autocritique, a stigmatisé l'absence de civisme des Français qui continuaient à profiter du beau temps dimanche 15 mars. Alors que la parole politique était déjà discréditée et que le discours gouvernemental n'a cessé d'évoluer sur la pandémie.

Le 6 mars, Macron allait au théâtre, déclarait que « la vie continue » et qu'il ne fallait pas modifier les habitudes de sortie. Le 12, il annonçait la fermeture des établissements scolaires. Le 14, Edouard Philippe annonçait celle des établissements de loisir. Le 15 se tenaient les élections municipales. Le 16, un confinement général était proclamé.

Le gouvernement n'a pas profité des deux derniers mois pour élaborer un plan B : faire des provisions suffisantes de masques, préparer un système hospitalier malmené depuis des années par les restrictions budgétaires pour le cas où la pandémie frapperait le pays.

La politique à l'égard du coronavirus est à l'image de celle menée sur d'autres fronts : un mélange d'amateurisme, d'improvisation et d'arrogance. Les simples citoyens ont été privés des débats nécessaires sur les choix à faire. Ils ont logiquement eu du mal à suivre le réveil soudain de leurs responsables.

Le virus vient nous rappeler que les humains font partie de la nature et qu'ils courent à la catastrophe s'ils oublient cette donnée. Il nous rappelle aussi qu'il faut changer la politique. Radicalement. Faute de quoi, son déclin s'accroîtra et les scénarios les plus noirs seront à l'ordre du jour. » »

Site source :

**COVID-19 est le révélateur du délaissement depuis dix ou vingt ans des hôpitaux par les gouvernements su**

[conseil dans l'espérance du roi](#)